

# QUATRE ANS après le PRINTEMPS ARABE

Adnan Mazarei et Tokhir Mirzoev

**L**Y A quatre ans, à la surprise générale, des millions d'Arabes sont descendus dans les rues pour clamer leur soif de justice politique, sociale et économique. Le Printemps arabe a révélé l'ampleur des carences économiques, longtemps masquées par des années de stabilité économique et politique. Sous la surface, en dépit d'une apparence de progrès sur le front de la pauvreté, des inégalités et des réformes structurelles, la frustration et le mécontentement couvaient dans la majeure partie du monde arabe, à cause du chômage élevé, de la précarité et de l'absence de débouchés économiques.

Le Printemps arabe a démontré qu'il était nécessaire de faire évoluer le système économique et les institutions des pays arabes en transition (terme usité dans la communauté internationale qui regroupe l'Égypte, la Jordanie, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Yémen). Depuis lors, il y a eu quelques avancées, mais les faiblesses structurelles inhérentes à leurs systèmes économiques n'ont pas encore été corrigées. Il importe de

s'attaquer à cette tâche, en dépit des nombreux conflits qui font rage dans la région.

## Isolement et fragmentation

La région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN), qui inclut les pays arabes en transition, a toujours eu pour handicap majeur d'être à l'écart de l'économie mondiale et fragmentée à cause de ses barrières tarifaires élevées et de ses marchés monopolistiques. Elle représente moins de 1 % du marché mondial des exportations hors combustibles — bien loin derrière l'Asie (10 %) et l'Amérique latine (4 %) — et moins d'un dixième de ces exportations reste dans la région (Malik et Awadallah, 2013). Ce manque d'ouverture à l'ère de la mondialisation explique la lente modernisation économique, le peu de transferts de technologie et, en définitive, les faibles niveaux de compétitivité et de productivité.

Malgré une libéralisation plus poussée, les modèles de développement économique des années 60 et 70, qui faisaient la part belle à l'État, ont persisté sous différentes formes. Les grandes

**Malgré les progrès accomplis, les pays arabes en transition doivent encore remédier à quelques faiblesses fondamentales de leurs économies**



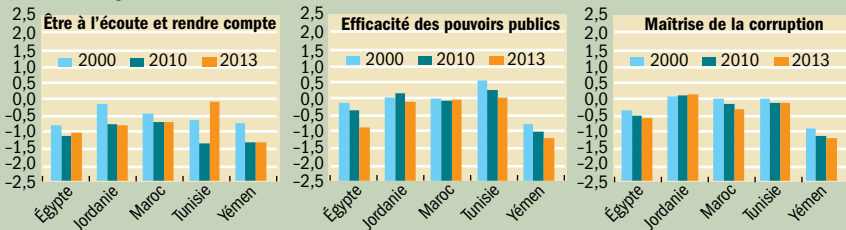
Vendeur de dattes au marché de gros à Douz (Tunisie).

Graphique 1

**Des progrès lents**

Dans la plupart des pays arabes en transition, les indicateurs de gouvernance ne se sont guère améliorés depuis le Printemps arabe.

(indicateurs de gouvernance)



Source : Banque mondiale, *Indicateurs de gouvernance mondiaux*.

Note : La gradation va de -2,5 à 2,5, les valeurs positives indiquant une meilleure gouvernance.

entreprises publiques inefficaces et la pléthore de fonctionnaires étouffaient le développement du secteur privé. Qui plus est, ces pays étaient incapables d'assurer des services décentes à leurs citoyens malgré la taille du secteur public. D'après l'indice de «pauvreté multidimensionnelle» du Programme des Nations Unies pour le développement, bien plus du tiers de leurs habitants n'avaient pas accès aux services de base — santé, éducation, assainissement, eau potable et électricité — et étaient donc à la traîne de la plupart du reste du monde. À titre de comparaison, 26 % des habitants des pays en développement d'Asie et environ 8 % de ceux d'Amérique latine étaient privés de ces services de base (FMI, 2014a).

La protection sociale était donc insuffisante avant le Printemps arabe. Comme dans la majeure partie de la région MOAN, les subventions universelles des prix faisaient partie du contrat social entre l'État et les citoyens dans les pays arabes en transition. Or, ces subventions ne bénéficiaient pas à ceux qui en avaient le plus grand besoin : par exemple, en Égypte, en 2008, les 40 % les plus pauvres de la population recevaient seulement 3 % des subventions sur l'essence (Sdravlevich *et al.*, 2014). Dans beaucoup d'autres pays, la part des ressources publiques accaparée par les subventions était parmi les plus élevées au monde, ce qui interdisait d'en faire un emploi plus productif — en les investissant, par exemple, dans l'éducation et la formation professionnelle des jeunes — et laissait les pauvres dans le dénuement.

De manière plus générale, la gouvernance des pays arabes en transition laissait à désirer et s'est pour l'essentiel détériorée au cours de la décennie qui a précédé le Printemps arabe (graphique 1). En sus des facteurs déjà énumérés, la faiblesse des institutions était une porte ouverte à la corruption et produisait un climat économique qui étouffait la concurrence et décourageait la création d'emplois dans le secteur privé. Des millions de jeunes et de personnes talentueuses étaient donc privés de débouchés et de travail.

De ce fait, le taux de chômage dans ces pays est resté parmi les plus élevés du monde, en particulier pour les femmes et les jeunes, dont un sur quatre était sans emploi. Par ailleurs, le taux d'accès au crédit était parmi les plus bas au monde. Par exemple, en 2010, moins de 4 % des habitants de la région étaient en mesure d'obtenir un prêt d'une institution financière. C'est moitié

moins que la moyenne mondiale et comparable seulement au niveau de l'Afrique subsaharienne.

Pendant les années précédant le Printemps arabe, le déphasage entre les indicateurs macroéconomiques et le sentiment de bien-être au niveau des ménages s'est accentué. D'après Gallup, une hausse de 34 % du PIB par habitant en Égypte entre 2005 et 2010 a coïncidé avec une forte baisse du nombre de personnes se déclarant «satisfaites», qui est tombé de près d'un tiers de la population à 12 % (Clifton et Morales, 2011). En Tunisie, le recul a été de 10 points entre 2008 et 2010, pour un score bien piètre de 14 %.

**Des visions nouvelles**

Comment ces pays ont-ils évolué depuis le commencement du Printemps arabe? L'économie et les politiques ont-elles pris des orientations nouvelles?

Le mouvement est né alors que le monde ne s'était pas encore remis de la crise financière internationale. Ce contexte extérieur défavorable, auquel s'ajoutent les bouleversements économiques et tensions sociales internes et — plus récemment — les conflits qui se propagent dans la région, a pesé sur les résultats économiques, réduit le commerce et les investissements et accentué la vulnérabilité.

Malgré des débuts difficiles, ces pays ont préservé leur stabilité macroéconomique et évité des crises qui auraient pu frapper durement les plus vulnérables de leurs citoyens. Dans un premier temps, ils y sont parvenus au prix de ponctions sur les réserves extérieures et d'une accumulation de la dette publique par le biais de déficits grandissants, notamment en Égypte et en Jordanie. Par la suite, à la faveur d'une plus grande stabilité politique interne et de concours extérieurs, la plupart des pays ont progressivement reconstruit leurs volants de réserves extérieures et commencé à réduire leurs déficits budgétaires. Ces premiers succès leur ont permis de maintenir des taux de croissance positifs. Les récents conflits en Libye et au Yémen pourraient cependant enrayer les progrès et ramener les pays plusieurs années en arrière.

Les pays arabes en transition ont fait quelques progrès — inégaux — sur le front des réformes structurelles. Les subventions énergétiques ont été sensiblement réduites en Égypte, en Jordanie, au Maroc et au Yémen, ce qui a dégagé des ressources pour une protection sociale mieux ciblée et des investissements publics générateurs de croissance. Les gouvernants ont aussi entrepris d'améliorer certains aspects du climat des affaires : réglementation de la concurrence, des faillites et des investissements; renforcement de la politique et de l'administration fiscales et réforme du secteur financier. Des plans ont aussi été établis pour stimuler la création d'emplois et réduire l'inadéquation des compétences sur le marché du travail — ce qui a un peu amélioré les indicateurs du climat des affaires.

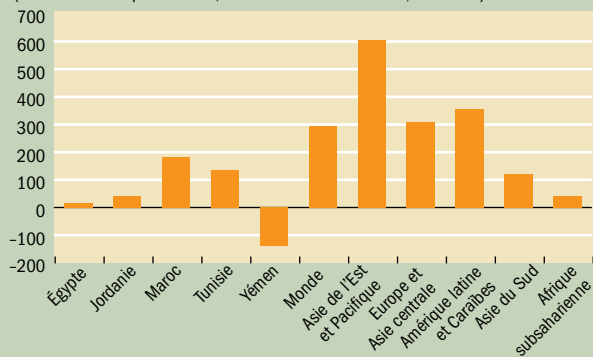
Ce sont des pas dans la bonne direction, mais il en faudra plus pour remédier fondamentalement aux déficiences structurelles de ces économies en transition. En particulier, l'économie reste très tributaire du secteur public, et le secteur privé peu enclin à investir et à créer des emplois. La gouvernance demeure très préoccupante.

Graphique 2

**Croissance atone**

La croissance du revenu par habitant des pays arabes en transition est à la traîne du reste du monde.

(variation du PIB par habitant, dollars constants de 2005, 2010-13)



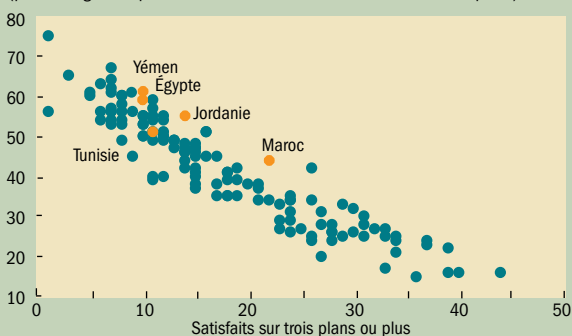
Source : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*.

Graphique 3

**Faible qualité de la vie**

Les citoyens des pays arabes en transition ont un niveau de bien-être général inférieur à ceux de nombreux autres pays.

(pourcentage de répondants se déclarant non satisfaits sur tous les plans)



Source : Gallup-Healthways (2014).

Note : L'enquête, réalisée en 2013, cible cinq éléments du bien-être : volontarisme (motivation); sens social (entraide); situation financière (ressources); intégration (sentiment de sécurité et d'acceptation) et état physique (santé).

Il n'y a pas encore de dispositifs de protection sociale bien ciblée, et le niveau d'accès aux services de base reste insuffisant. C'est pourquoi la situation économique des ménages ne s'est pas améliorée et a même empiré dans certains cas depuis 2011.

- **Le chômage** a augmenté dans la plupart des pays, pour cause de croissance économique encore insuffisante. Il reste particulièrement préoccupant chez les jeunes — allant de 20 % au Maroc à 37 % en Tunisie — et les femmes. Le taux de participation à la vie active et le ratio emplois/nombre d'habitants ont encore baissé, ce qui alimente la frustration croissante des demandeurs d'emploi.

- **Le revenu moyen par habitant** est resté stationnaire en Égypte et en Jordanie (exclusion faite des réfugiés syriens) et a légèrement augmenté en Tunisie et au Maroc. Globalement, la croissance des pays arabes en transition est à la traîne de la majeure partie du reste du monde (graphique 2).

- **Le niveau de bien-être individuel** est resté faible. Lors de la dernière enquête Gallup-Healthways, ces pays, à l'exception du Maroc, avaient le plus bas pourcentage de répondants se déclarant

satisfaits «sur le plan du volontarisme» — ce qui mesure le degré de motivation des gens pour atteindre leurs objectifs — signe fort du manque de débouchés économiques (Gallup-Healthways, 2014). Le pourcentage de répondants se déclarant satisfaits de la qualité de leur vie à plusieurs titres était de même bas. Et surtout, la plupart des répondants en Égypte, en Jordanie et en Tunisie ont déclaré n'être satisfaits sur aucun plan (graphique 3).

Ces résultats révèlent des difficultés persistantes, sinon croissantes. Ces sources d'anxiété vont sans doute continuer à nourrir la gronde sociale et pourraient affaiblir considérablement les réformes du secteur public et la réaction du secteur privé à ces efforts.

**Cheminement difficile**

Pour que les pays arabes réussissent leur transition, il est indispensable qu'ils s'affranchissent de l'héritage de l'avant-2011. Ils vont devoir accélérer et intensifier les réformes structurelles pour maintenir la stabilité macroéconomique et assurer une croissance durable et solidaire. Les faiblesses structurelles qui ont causé le déphasage entre les indicateurs macroéconomiques globaux et les conditions de vie dans ces pays ne peuvent pas être ignorées. Dans tous les pays, cela nécessitera d'ambitieuses réformes de la gouvernance, la mise en place d'un climat propice aux affaires, le basculement de l'investissement du public au privé, l'amélioration de l'accès au crédit, des réformes du marché du travail et de l'éducation pour stimuler l'emploi, l'édification de systèmes efficaces de protection sociale au profit des plus vulnérables et la réduction des barrières commerciales pour faciliter l'intégration au sein de l'économie mondiale (FMI, 2014b).

Chaque pays doit développer sa propre vision et sa stratégie de réforme. La tâche sera encore plus malaisée qu'avant le Printemps arabe. Les États ont des ressources financières limitées, et la conjoncture extérieure est grevée par les conflits qui agitent la région et le peu d'appétit pour les investissements, malgré le répit procuré par la chute des cours internationaux du pétrole. Pour venir à bout de l'opposition passée aux réformes, il faudra de la volonté politique et de la détermination, ainsi qu'un ferme appui de la communauté internationale. ■

*Adnan Mazarei est Directeur adjoint, et Tokhir Mirzoev économiste principal, tous deux au Département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI.*

**Bibliographie :**

Clifton, Jon, and Lymari Morales, 2011, "Egyptians', Tunisians' Wellbeing Plummet Despite GDP Gains," Gallup Daily, February 2.

Fonds monétaire international (FMI), 2014a, Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, annexe IV (Washington, octobre).

———, 2014b, *Toward New Horizons: Arab Economic Transformation amid Political Transitions* (Washington).

Gallup-Healthways, 2014, "State of Global Well-Being: Results of the Gallup-Healthways Global Well-Being Index" (Franklin, Tennessee).

Malik, Adeel, and Bassem Awadallah, 2013, "The Economics of the Arab Spring," World Development, Vol. 45 (May), p. 296-313.

Sdravovich, Carlo, Randa Sab, Younes Zouhar, and Giorgia Albertin, 2014, *Subsidy Reform in the Middle East and North Africa* (Washington: International Monetary Fund).